

L'actualité et la vitalité retrouvées des valeurs fondamentales d'un comportement maçonnique

Respectable Loge, Intersection, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Confiance, Proximité, Services publics

Le partage, l'hospitalité, la solidarité, l'altruisme sont quelques-unes des valeurs fondamentales d'un comportement maçonnique. Comment les renforcer et comment mieux les partager à l'échelle de notre société ?

Problématique en jeu

La pandémie, puis les décisions de confinement prises à des degrés divers selon les pays, ont provoqué un effet de sidération, d'abord, de peurs et d'angoisses, ensuite, et surtout, de rappel des valeurs fondamentales d'un comportement maçonnique, indissolublement liées aux valeurs de la République, de hiérarchisation et d'efforts tâtonnants de conciliation difficile entre elles. Nous étions nombreux à croire et à craindre que la République les ait oubliées ou n'y attachait plus le même prix qu'aux différents moments où elles se sont construites et ont été installées, par des textes successifs, dans le socle des principes du vivre ensemble auxquels nous nous référons naturellement.

Ces valeurs de partage, d'hospitalité, de solidarité, d'altruisme sont quelques-unes des valeurs fondamentales d'un comportement maçonnique et correspondent aux valeurs qui fondent le caractère et l'ambition universels de la République. Elles sont au cœur de l'alliance intime et inextricable entre la Franc-Maçonnerie et la République.

On pouvait avoir le sentiment qu'elles s'étaient effacées - derrière la montée qui paraissait inexorable et inéluctable depuis plusieurs décennies, au travers de plusieurs alternances politiques - de deux valeurs, censées incarner la modernité triomphante et qui envahissaient la société, d'une part, les institutions publiques d'autre part :

- l'individualisme, renforcé par les tentations des communautarismes, des corporatismes, du différentialisme, de la défense des intérêts catégoriels ;
- l'économisme, l'analyse de toute action publique à travers le prisme des économies budgétaires à court terme, au détriment de sa qualité, de ses enjeux de long terme, et même de son sens et de ses finalités.

Par sa soudaineté et son ampleur, la crise sanitaire nous a fait prendre conscience que ce à quoi nous semblions prêts à nous résigner ne correspondait ni aux besoins ni aux aspirations de la société et de sa représentation politique, à leurs différents niveaux.

Analyse actualisée de la situation

On manque encore évidemment de recul et de données fiables et exhaustives pour avoir une lecture exacte d'une réalité multiforme et évolutive, dont les tendances de fond ne se dégageront qu'avec le temps et auront besoin d'être confirmées, au-delà des premières impressions et informations, naturellement et légitimement marquées par l'émotion et le caractère inédit de la période dont nous ne sommes pas encore sortis.

Quelques éléments paraissent néanmoins suffisamment saillants, et en rupture avec les tendances observées ces dernières décennies, pour mériter d'être relevés, et pour y voir des signes d'évolutions qui ne soient pas seulement circonstancielles, mais porteuses et révélatrices d'un sens et d'aspirations plus profonds que la seule réponse à une situation exceptionnelle.

En premier lieu, au plus haut niveau de l'Etat et à l'échelle européenne, il a été affirmé, de manière solennelle et répétée, **le primat de la vie humaine sur tout autre principe** ou considération. Le

sauvetage des vies humaines et de la santé de tous, y compris des plus âgés de nos semblables, devait être, en la circonstance, la priorité absolue de l'action des Etats, quel qu'en soit le coût.

En second lieu, **la prise de conscience du rôle, du dévouement, de la rémunération indigne des « premiers de corvée »** (toutes les fonctions vitales mais considérées comme subalternes, confiées aux catégories les plus pauvres, et souvent aux femmes, au point d'en devenir invisibles ou d'être régulièrement menacés d'automatisation : éboueurs, caissières, aides-soignantes, personnels de ménage...) conduit à réinterroger les hiérarchies entre les différentes fonctions à l'intérieur de nos sociétés, et à réduire les inégalités qui se sont creusées de manière outrancière avec les « premiers de cordée » au point de fragiliser la cohésion de nos sociétés.

En troisième lieu, **l'utilité et la qualité des services publics**, l'engagement, le professionnalisme, l'inventivité de ceux qui y concourent, ont confirmé, justifié et valorisé l'attachement qui leur est porté. Celui-ci est tellement diffus et tellement profond qu'il en était devenu invisible ou inconscient, ou réduit à ses expressions défensives et catégorielles. C'est particulièrement vrai pour le service public de la santé (tous acteurs confondus, médecine de ville, hôpital public, cliniques privées, EHPAD, en soulignant la nécessaire solidarité et coordination entre eux), avec l'expression quotidienne de la reconnaissance manifestée aux « soignants », ou pour le service public de l'éducation ou de l'enseignement supérieur, confronté à un basculement brutal vers l'enseignement à distance et l'utilisation des technologies numériques, et qui a témoigné, dans son ensemble, d'une capacité à poursuivre son activité et d'une attention exceptionnelle à la situation individuelle et familiale des élèves et des étudiants.

Enfin, et dans tous les domaines, **la confiance témoignée aux responsables et aux acteurs « de terrain »**, le tissu très fin de tous ceux qui constituent l'ensemble un peu fourre-tout que l'on dénomme « corps intermédiaires » (élus locaux, services déconcentrés de l'Etat, associations, organisations syndicales...) ont révélé la solidité, la complexité et la vitalité de la société, l'enracinement et l'intériorisation des valeurs de partage, d'hospitalité, de solidarité, d'altruisme et la nécessité d'organiser les responsabilités et les pouvoirs dans une logique de confiance placée à la fois dans les individus et dans les structures de proximité, dont il faut libérer les énergies et les initiatives.

Propositions d'actions concrètes

Les actions concrètes pourront prendre diverses formes, se déployer dans différents domaines et selon différentes modalités. Quelles qu'elles soient, elles devront répondre à des principes directeurs communs, qui serviront de guide pour leur évaluation.

Les valeurs d'humanisme et d'égal respect de tous les individus qui composent nos sociétés doivent inspirer les politiques publiques et contrebalancer les réflexes d'économisme et le tropisme vers la maîtrise de la dépense et de l'emploi publics qui guident trop souvent seuls les arbitrages rendus. Le débat politique et médiatique doit aider, dans une démocratie, les gouvernants à s'en souvenir – et, en la matière, chaque citoyen, dans son action individuelle comme dans ses engagements collectifs, a un rôle à jouer.

Une **réinvention radicale des modes de management public**, reposant sur la responsabilité et les initiatives des agents publics qui ont montré qu'ils savaient s'en emparer et les assumer, apparaît indispensable pour retrouver les valeurs et le sens des services publics. Il ne s'agit de rien moins que d'inverser la tendance de ces dernières décennies qui a consisté à transposer dans les services publics, sous couvert de modernité, les modes de management des entreprises. Une gestion publique inspirée par les valeurs de partage, d'hospitalité, de solidarité, d'altruisme, reposant sur la responsabilité et les initiatives de ses agents, pourrait servir d'inspiration, sinon de modèle, à la gestion des entreprises, des associations et des structures collectives.

Les valeurs maçonniques irrigueraient et inspireraient ainsi les valeurs de la société et des institutions publiques, rassemblant dans la République l'individu, les institutions publiques et la société.

Proposition phare : répandre les lumières de l'initiation philosophique à l'extérieur de nos temples.